



XXXV^e SESSION
Paris, 3 au 6 juillet 2009

DOCUMENT N° 34

DEBAT GENERAL

INTERVENTION

DE

M. Rajkeswur PURRYAG
Président de l'Assemblée nationale de l'Île Maurice
Président de la section mauritienne de l'APF

Monsieur le President

Honorables Delegates de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie

Medames et Messieurs

Au nom de la delegation Mauricienne, permettez moi de partager avec vous notre inquietude sur les consequences de la crise economique qui est entrain de secouer le monde dans son ensemble, plus particulierement les Etats Africains et sur les énormes défis que doit relever le continent Africain par rapport à l'effondrement économique mondial; un phénomène sans précédent depuis la grande récession des années 30.

Monsieur le President

Selon les analystes avisés, nous vivons la pire des recessions depuis la deuxieme guerre mondiale.

2302128364

Et nous connaissons tous les raisons qui ont provoqué cette présente crise, (des prêts hypothécaires en Amérique), et qui s'est par la suite propagée aux marchés financiers, eux-mêmes basés sur une réglementation peu solide, et non-fiable, sinon insuffisante.

Les conséquences de cette crise sont telles que le volume des échanges commerciaux a reculé globalement, couplé d'une baisse dramatique des mouvements internationaux de capitaux privés, baisses des investissements dans les secteurs clés, aggravation de la crise alimentaire et énergétique, une inflation galopante, pour ne citer que quelques exemples.

Autant de problèmes dont les répercussions sont en premier lieu plus frappantes pour les pays en développement en situation d'extrême pauvreté.

On estime à plus de 100 millions de personnes qui pourraient souffrir de la faim et de la misère de par cette situation. Les événements auxquels nous assistons ont aussi de profondes implications pour la paix et la stabilité mondiale.

Monsieur le Président

Comme l'a fait ressortir le Président Sarkozy tout récemment, il nous faut tirer les leçons de l'Histoire et ne pas répéter les erreurs du passé dont les conséquences pourraient se révéler désastreuses. Il est impératif de s'attaquer, (car ils nous interpellent tous) aux problèmes économiques, financiers mais également humains. Nous nous devons d'agir de manière cohérente et coordonnée afin de nous assurer que cette crise ne devienne un drame qui pourrait ravager l'ensemble de la planète.

Et là, à maints égards, l'Afrique qui comprend le plus grand nombre de pays les moins avancés du globe, sinon les plus pauvres est le plus exposé et en plus grand danger.

Comme certains l'ont rapellé, **"l'Afrique est une victime innocente du tsunami économique."** D'ou la nécessité à mon sens pour la communauté internationale d'apporter toute sa contribution, voire toute son aide en vue de permettre aux pays Africains, surtout les importateurs nets d'aliments d'émerger de cette crise.

L'économie africaine a été mise à rude épreuve. Selon Dominique Strauss-Kahn, Directeur-Général du Fonds Monétaire International, **" la mauvaise fortune s'est acharnée sur l'Afrique"**.

La question qui est posée est de savoir pourquoi l'Afrique est-elle frappée de plein fouet par cette crise économique internationale, alors qu'elle n'en est nullement responsable. La raison est simple- ce sont l'intensité et l'ampleur de la crise.

Contrairement aux pays riches de la planète, notamment, les pays producteurs de pétrole, qui ont accumulé suffisamment de réserves qui leur permettent de sortir ou de minimiser l'impact du choc économique, l'Afrique, elle, dispose des moyens très limités pour financer des mesures capables de réduire les effets de la crise et d'entreprendre les investissements sur des projets d'infrastructures ou des programmes sociaux qui pourraient faciliter la création d'emplois, et ainsi aider à combattre la pauvreté.

Nous constatons avec tristesse que pour beaucoup de pays Africains, la marge de manoeuvre de réussite est réduite sinon quasi-inexistante, faute de moyens financiers, alors que le choc financier touche pratiquement tous les secteurs économiques, avec des conséquences sociales énormes telles que les pertes d'emplois, la dépréciation du taux de change, une croissance constamment en baisse, la montée en flèche de l'inflation, baisse de capitaux privés étrangers, l'augmentation du nombre de personnes séropositives et atteintes du sida.

D'autre part les hausses récentes et rapides des prix d'alimentaires et produits énergétiques ont plongé dans une misère indicible des millions de personnes et se traduisent par le désespoir et la colère provoquant tres souvent des émeutes.

Monsieur le President

Dans cette perspective, la lutte contre la pauvreté est devenue plus difficile étant donné que les ressources déjà limitées connaîtront une réduction drastique.

Le changement climatique a touché d'abord les populations pauvres et ce, de manière plus sévère, en provoquant de plus en plus de sécheresses et d'inondations qui menacent leurs moyens de subsistance. Aussi, dois-je souligner que les pays pauvres sont victimes d'une injustice flagrante. Par exemple, ils doivent payer le prix de la pollution des pays riches. Le peu d'argent destiné à les aider est détourné des promesses d'aide au développement nécessaire et ils doivent rembourser l'argent avec intérêts. Si la tendance était renversée, la pauvreté pourrait disparaître.

D'ou notre appel aux pays riches qui ont le pouvoir et les moyens financiers et économiques d'éradiquer la pauvreté. Ils ont aussi la capacité de mettre un terme à cette crise financière actuelle tout comme ils peuvent aider les pays pauvres à lutter contre la crise alimentaire, contre le changement climatique, contre l'insecurité.

L'eradication de la pauvreté est une condition préalable à leur developpement. Cependant, elle exigera des financements massifs dont seuls les pays riches en ont les moyens. Il n'est pas trop tard, mais il le sera, si les nations riches n'agissent pas vite. Ils n'ont pas le droit d'attendre alors que les conditions de vie de beaucoup de femmes et d'hommes en Afrique se dégradent face a la misere, a la faim, au travail forcé, face à l'épuisement des ressources.

Monsieur le President, plus que jamais, l'Afrique a besoin de l'aide de la communauté internationale. L'aide ne devrait pas diminuer, elle devrait, au contraire, s'accroître. De plus, les engagements d'aide doivent s'échelonner sur plusieurs années plutôt que sur quelques mois. Selon l'OXFAM, l'intervention des pays riches pour lutter contre la pauvreté et la faim en Afrique est une obligation morale et irréversible

Un monde en développement plus prospère, plus égal et plus sûr est dans l'intérêt de tous. Nous reconnaissons que le défi est immense, mais il n'est pas insurmontable. Nous devons œuvrer pour un partenariat mondial avec une approche multilatérale et des solutions pragmatiques pour en arriver jusqu'au bout.

Les bailleurs de fonds devront également jouer leur rôle. C'est vrai que l'argent à lui seul ne viendra pas à bout de cette crise économique sans précédent mais à n'en point douter, il fait parti de la solution.

Monsieur le President
Medames et Messieurs

Maurice, petit état insulaire n'est pas épargné par la crise mais elle a déjà assumé ses responsabilités en la matière à travers des programmes d'aide au financement (Additional Stimulus Package). Elle a entamé des réformes économiques nécessaires tout en redefinissant ses priorités afin de les adapter aux réalités socio-economiques du jour. Certes, il nous reste encore beaucoup de chemin à parcourir. Nous restons quand même très optimistes concernant l'avenir.

2302128364

A cote des repercussions engendrées par cette crise multidimensionnelle, il y a aussi des opportunités qu'il faut savoir capitaliser. Il est necessaire de tirer ensemble les enseignements utiles pour envisager avec sérénité la relance de nos economies. Le continent Africain regorge d'énormes potentialités qu'il convient de valoriser. Les difficultés économiques ne doivent pas nous servir de prétexte. Des progres remarquables sont possibles et sont déjà en cours dans beaucoup de pays africains. Grace à une action organisée et concertée, nous pourrons jeter la pauvreté aux oubliettes.

Je vous remercie pour votre attention.